

CRISE ET SECTEUR BANCAIRE DANS LES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (1/2)*



**ESTELLE
BRACK**
Économiste
senior
FBF

L'ouverture du système financier et les prises de participation étrangères sont souvent citées comme responsables de la vulnérabilité des pays d'Europe centrale et orientale face à la crise. Pourtant, elles ont contribué à leur développement. Les économies de la zone souffraient de déséquilibres externes bien avant le début de la crise. Les réformes, notamment pour ce qui concerne le secteur financier, doivent être poursuivies.



**MONICA
BEURAN**
Économiste
FBF

La crise a provoqué un ralentissement économique considérable dans la plupart des pays d'Europe Centrale et Orientale (Peco). La situation dans ces pays a suscité des réactions alarmistes au plus fort de la panique financière et encore aujourd'hui sur leur capacité à poursuivre leur développement économique. Les institutions financières étrangères sont fortement présentes dans ces pays où elles se sont implantées à la faveur de la libéralisation des économies (et sur la recommandation des institutions internationales). Elles ont été accusées de porter une responsabilité dans les effets de la crise sur ces pays, et sur leur vulnérabilité aux chocs externes, après avoir joué un rôle primordial dans leur développement des dernières années.

Quelle influence le secteur bancaire et l'ouverture aux banques étrangères ont-ils véritablement eu dans la crise qui frappe ces pays ? Pour ce faire, nous examinerons les données du problème, puis, nous détaillerons le

contexte antérieur à la crise, à la fois sous l'angle économique et bancaire, à l'aune des grandes réformes mises en œuvre dans le cadre du passage à l'économie de marché. Ensuite, nous analyserons dans la seconde partie l'impact de la crise, via les canaux de transmission communément reconnus, mais aussi au regard de la situation économique et de l'appartenance des pays à l'Union européenne (UE) ou à la zone euro.

De la crise américaine à l'Europe de l'Est

Une crise née aux États-Unis...

La crise financière et économique qui n'épargne aucun pays du monde tire une partie de ses origines dans le surendettement des ménages américains, conséquence de la politique d'accord de crédits très expansive débutée en 2001 par la Réserve Fédérale américaine (Fed).

Avec la réalisation d'une part importante du risque de crédit sur les sub-

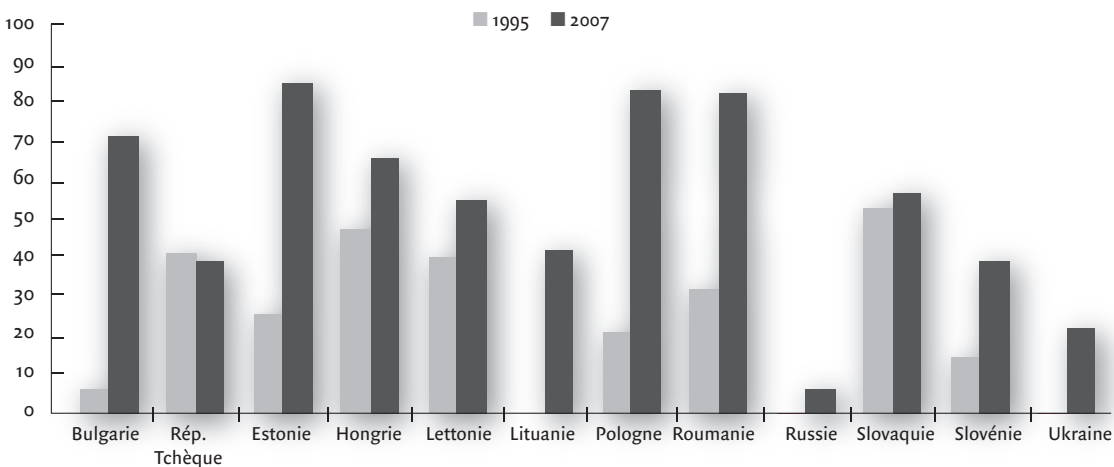
primes, les pertes financières ont déstabilisé les établissements bancaires américains, puis la confiance entre établissements s'est détériorée et a entraîné l'assèchement progressif du marché interbancaire pendant l'année 2008, touchant les établissements américains et étrangers présents aux États-Unis. La faillite de Lehman Brothers, en octobre 2008, a provoqué l'effondrement de la confiance dans le système financier américain puis international et a entraîné la crise financière, puis économique en Europe.

...qui s'est propagée à l'Europe de l'Ouest...

Les conséquences financières et réelles de la crise sur les économies développées de l'UE se sont traduites par une récession plus ou moins sévère selon les pays. La crise financière s'est déclenchée dans ces pays dans un contexte économique déjà fragilisé par la crise alimentaire, une forte augmentation des prix des matières premières et du pétrole et

* La seconde partie de cet article, consacrée à la crise financière et ses conséquences sur l'économie réelle, sera publiée dans le BS n° 276 de décembre 2009.

■ 1. LA PART DES BANQUES ÉTRANGÈRES DANS LE NOMBRE TOTAL DE BANQUES (%)



Source : BERD

un fort déséquilibre de la balance courante des États-Unis. Les banques ouest-européennes ont été touchées directement par la crise des subprime, en raison de leur présence sur le marché bancaire américain. En effet, la plupart des grandes banques (BNP Paribas, Natixis, Dexia, Fortis...) détenaient des positions plus ou moins importantes dans les produits de titrisation négociés sur le marché financier américain. Ainsi, la part des banques étrangères représentait 24,7 % du total des actifs du marché bancaire américain, à la fin de l'année 2007, soit 2,42 trillions USD, sans compter 3,28 trillions USD d'actifs détenus par leurs filiales non bancaires. Et 87 % de ces actifs étrangers appartiennent aux filiales de banques européennes.

...puis en Europe de l'Est

Le principe d'un possible impact de la crise dans les pays de l'Europe de l'Est en particulier a été rejeté, dans un premier temps, par certains ana-

lystes économiques, conformément à la thèse... du "découplage"¹. Mais à partir de l'automne 2008, la fragilité du secteur bancaire et la situation économique de ces pays ont commencé à soulever de sérieuses inquiétudes et l'hypothèse du découplage a été clairement contredite par la réalité. La crise s'est principalement propagée dans ces pays à cause de la forte présence dans leurs économies des banques européennes occidentales, ainsi que de leur forte ouverture commerciale. Néanmoins, d'autres facteurs internes, tel que le contexte économique antérieur à la crise, ont joué un rôle non négligeable dans

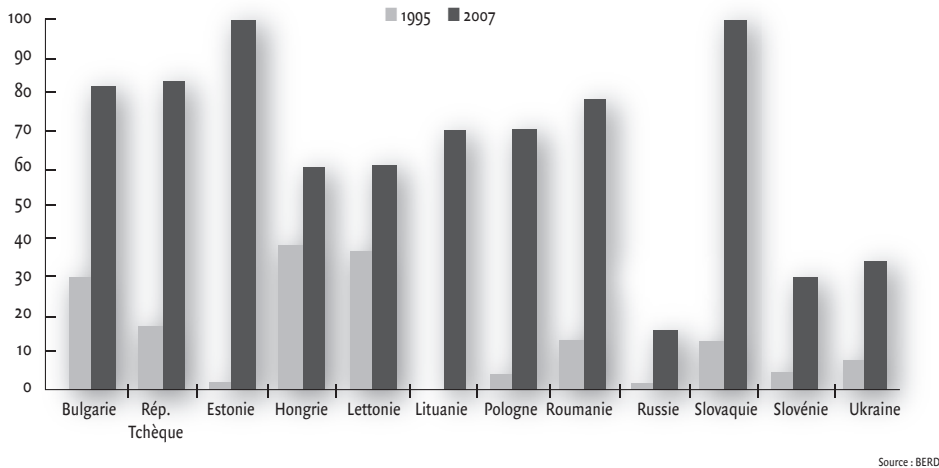
son extension. À présent, plusieurs pays de la région sont touchés par une récession importante de l'économie réelle.

Le rapide processus de libéralisation des Peco

Pour comprendre les circonstances dans lesquelles la crise s'est propagée, il est important de faire tout d'abord un bref survol de la situation économique de ces pays avant la crise. Pour les Peco, l'élargissement de l'UE a clairement représenté une opportunité pour adapter leurs économies et ouvrir leurs marchés aux capitaux et aux biens et services occidentaux. Les économies occidentales ont également tiré bénéfice de cet élargissement. Dotées d'une main-d'œuvre qualifiée et peu coûteuse ainsi que d'un système productif assez efficace, les économies de l'Est ont attiré les entreprises de l'Ouest, qui ont délocalisé leurs productions (principalement dans le secteur automobile), motivées par des perspectives de nou-

1. Selon cette théorie, une récession ou un important ralentissement des économies développées n'aurait pas d'impact sur les pays émergents car leur croissance ne dépendrait plus des premiers (le principale moteur de leur croissance serait la demande intérieure). En outre, l'incidence via les échanges commerciaux ne serait pas très importante puisque l'essentiel des échanges des pays émergents s'effectuent avec d'autres pays émergents et non avec les pays développés. Cf. Brack, BS n° 265, décembre 2008.

■ 2. LA PART DES ACTIFS DÉTENUS PAR LES BANQUES ÉTRANGÈRES DANS LE TOTAL DES ACTIFS BANCAIRES (%)



veaux profits sur des marchés jeunes en pleine expansion.

Les ex-pays communistes avaient néanmoins initié leur transition avec une série de déséquilibres externes, sous la forme de dettes publiques importantes (Bulgarie, Russie) ; des réserves en devises insuffisantes (la plupart des ex-républiques soviétiques) ; des arriérés de paiement de la dette externe (Ukraine)². Une forte hétérogénéité caractérisait la région, avec des différences importantes entre les pays les plus avancés (l'Europe Centrale, l'Europe du Sud-Est et les Balkans) et les moins avancés (Communauté des États indépendants – CEI). Cette hétérogénéité continue d'exister et les différences dans l'impact et aujourd'hui l'intensité de la crise actuelle lui sont dues en grande partie.

Les réformes³ nécessaires à la transformation des économies de l'ancien bloc communiste en économies de marché se sont en outre avérées coûteuses ; le faible niveau de la croissance et du revenu hérité du régime communiste ne permettaient pas de

dégager les capacités financières suffisantes pour la mise en place de tels changements. Le besoin de financement externe s'est donc rapidement accru et, dans la majorité de ces pays, le financement extérieur, outre les importants transferts budgétaires de l'UE, a pris le plus souvent la forme de prêts bancaires, d'emprunts sur les marchés obligataires, d'investissements directs étrangers (IDE) entrants ou de vente d'actions.

La libéralisation des prix s'est transformée en inflation accélérée (tableau 1 en annexe) à cause du surplus monétaire massif accumulé pendant l'époque du système centralisé, conséquence de la pénurie de l'offre des biens et services par rapport à la demande et du contrôle des prix. Si les économies les plus avancées (République tchèque, Estonie, Lettonie, Lituanie) sont parvenues relativement vite à maîtriser l'inflation, les pays les moins avancés ont été confrontés à des taux d'inflation très élevés, et parfois même à de l'hyperinflation (Bulgarie, Roumanie).

Parallèlement, la dissolution du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM)⁴ a induit une grande ouverture commerciale vers les pays

occidentaux, grâce à la réorientation des échanges. Faibles au début de la transition, les échanges vers les nouveaux partenaires ont progressé avec le temps. La réorientation des flux commerciaux a été plus soutenue dans les Peco grâce à leur proximité avec l'UE et suite aux accords d'association et aux perspectives d'intégration dans l'UE, et plus lente dans la plupart des États de la CEI. En dépit des effets positifs sur les prix et la croissance, et des gains de l'accès aux nouvelles technologies, de l'exposition à la compétition, la libéralisation commerciale a également créé une dépendance assez forte vis-à-vis des économies occidentales qui s'est traduite dans une vulnérabilité aux chocs externes (e.g. la diminution de la demande globale). Actuellement, la majorité des échanges de ces pays se fait avec les pays de l'Europe occidentale (la zone euro). De plus, la présence des investisseurs étrangers (tableau 2 en annexe) a permis l'augmentation des exportations avec un impact positif sur la balance commerciale. Les secteurs qui en ont le plus bénéficié sont les secteurs de l'automobile et du transport.

La très forte croissance du PIB enregistrée dans la plupart des pays, notamment à partir de 2002 (tableau 3 en annexe) a été le plus souvent accompagnée par des entrées massives de capitaux et d'une forte progression des crédits bancaires au secteur privé. En effet, le processus de rattrapage a stimulé la demande interne (la consommation demeure un des principaux moteurs de la croissance dans ces pays), ce qui s'est traduit par une augmentation des importations avec un impact négatif sur la balance courante (tableau 4 en annexe).

La modernisation et l'ouverture du système bancaire des années 1980 et 1990

Développé à partir d'une institution unique, la mono-banque⁵ responsable en même temps des poli-

2. Voir Lenain, "Ten Years of Transition: A Progress Report", Finance & Development, Septembre 1998.

3. Les réformes s'appuyaient sur la stabilisation macroéconomique, la libéralisation et la privatisation (le consensus de Washington) puis sur le changement institutionnel (le consensus post-Washington).

4. Le CAEM représentait le système de coopération économique entre les pays de l'Europe de l'Est et l'Union soviétique.

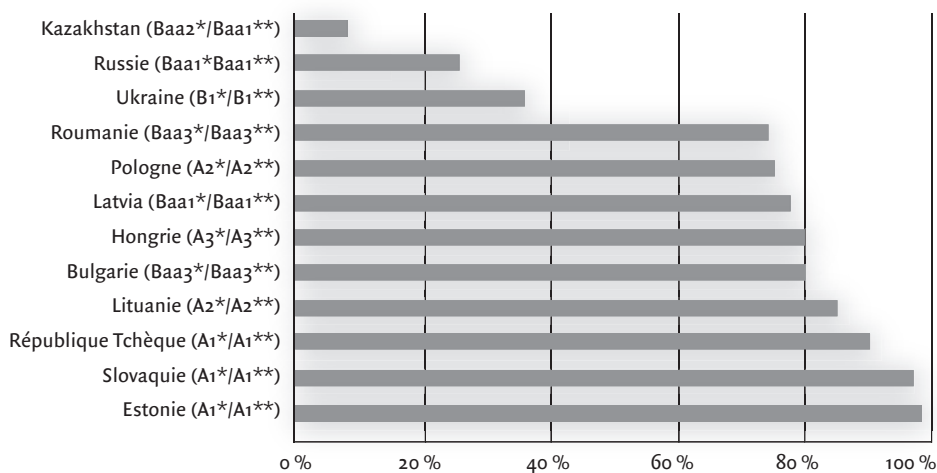
5. Dans un système mono-bancaire ou de "banque unique", il n'existe qu'une seule banque qui assure toutes les fonctions bancaires. Elle est la banque de tous les agents économiques (État, entreprises, ménages).

tiques monétaire et commerciale, le système bancaire a été rapidement restructuré dans le cadre de la libéralisation financière. La réforme bancaire a consisté à séparer les activités des banques centrales de celles des banques commerciales qui devaient assurer la fonction d'intermédiation financière. Mais cette restructuration n'a pas été exempte de difficultés puisque des circonstances particulières ont affecté l'environnement dans lequel les banques devaient évoluer. Outre l'environnement macroéconomique instable (caractérisé par la chute du taux de croissance, le faible revenu par tête et des taux d'inflation élevés), dans les premières années de transition les banques ont été également confrontées à l'inexistence d'une réglementation adéquate, au manque de capacités managériales (dû au manque d'expérience avec les banques commerciales) et de confiance de la population dans le système bancaire ou encore à la présence d'actifs irrécupérables hérités de l'époque communiste.

La Hongrie a été le premier pays en transition à mettre en place, dès 1987, un système bancaire à deux niveaux, avec au niveau supérieur la banque centrale et au niveau inférieur les banques commerciales publiques. À partir de 1990, afin de créer un système concurrentiel, l'entrée de nouvelles banques privées, domestiques et étrangères a été autorisée en Hongrie. Des systèmes bancaires similaires ont été également institués dans les autres pays.

L'expansion rapide des nouvelles banques encouragée par la grande liberté d'entrée dans le secteur bancaire a aussi contribué à l'apparition d'instabilités, créances douteuses ou faillites de banques, qui ont souvent provoqué des crises financières⁶. L'accumulation des créances douteuses au début de la transition a été un véritable problème pour ces systèmes bancaires. Elle était provoquée en grande partie par la pression des

■ 3. LA PART DU CAPITAL ÉTRANGER DANS LE CAPITAL DES BANQUES EST-EUROPÉENNES



* Rating des obligations d'État à long terme libellées en monnaie étrangère

** Rating des obligations d'État à long terme libellées en monnaie domestique

Source : Moody's et banques centrales nationales.

gouvernements subie par les banques pour octroyer des crédits à des entreprises souvent non viables. En effet, faciliter aux entreprises l'accès au crédit représentait pour les gouvernements une manière de les soutenir dans leur politique de restructuration. Mais dans beaucoup de cas, les entreprises n'étant pas motivées par l'idée de restructuration, continuaient à accumuler des arriérés de paiement.

Les solutions les plus fréquentes adoptées pour régler le problème des créances douteuses ont été⁷ :

– **la recapitalisation⁸ des banques.** Ainsi, en Hongrie, le premier programme de recapitalisation a été lancé fin 1992 quand l'État a augmenté de 1,1 milliard de dollars le capital de 8 banques commerciales. D'autres procédures de recapitalisation ont été mises en place en 1993 et 1994. En Pologne, en 1993, l'État a recapitalisé les 7 les plus grandes banques commerciales ;

– **la banque de consolidation⁹.** En République tchèque, une banque de réhabilitation a été créée en 1992 afin de collecter les créances douteuses des banques. Malgré l'amélioration de la rentabilité des banques tchèques, en 1999, le ratio des créances douteuses était toujours assez élevé, 21,5 % du total des créances ;

– **la renégociation décentralisée¹⁰.** Elle a été initiée en Pologne en 1993, en Hongrie en 1994.

D'autres formules ont également été utilisées. Dans les pays baltes, les banques avec des créances douteuses ont été maintenues à flot grâce aux crédits étrangers. La Banque Mondiale avait ouvert une ligne de crédit pour ces économies afin de réaliser la recapitalisation. En Russie, notamment pendant la crise financière de 1998, le

9. Il s'agit d'une banque créée pour recueillir et gérer les créances douteuses.

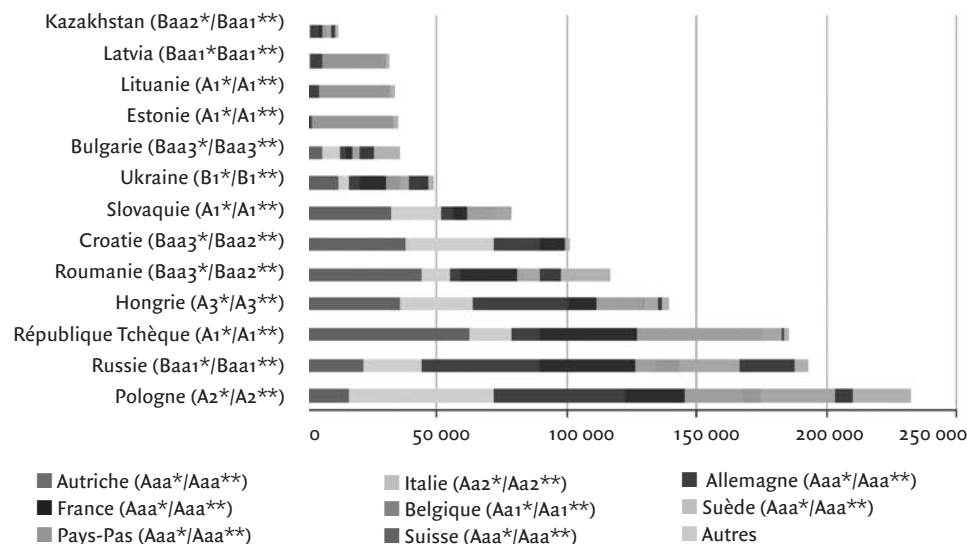
10. Il s'agit de mettre en place un accord de conciliation entre les banques et leurs débiteurs défaillants (entreprises) afin de résorber les créances douteuses et, par la suite, imposer une discipline financière aux entreprises viables. Cette procédure est mise en place à la demande de l'entreprise endettée et conduite par la banque qui renégocie les termes de la dette. L'accord de conciliation peut aboutir à l'annulation par la banque de certaines dettes de l'entreprise et le rééchelonnement d'autres dettes ; à la liquidation des certaines entreprises publiques par la vente de leurs actifs et à la vente des titres de la dette.

6. Estonie (1992), Bulgarie (1993-1994 ; 1996-1997), Russie (1994 ; 1998), Lettonie (1995), Lituanie (1995), Kirghizistan (1996 ; 1998), République tchèque (1996-1997), Albanie (1997), Slovaquie (1998), Ukraine (1998), la plupart des CEI (1998-1999).

7. Voir Andreff, "Economie De La Transition - La Transformation Des Économies Planifiées En Économies De Marché", Ed Bréal 2007.

8. L'État injecte du capital dans l'actif des banques ; il change les créances douteuses des banques contre de bons du Trésor.

4. L'EXPOSITION DES BANQUES OUEST-EUROPÉENNES SELON LES PAYS DES FILIALES ET DES MAISONS MÈRE (2008)



* Rating des obligations d'État à long terme libellées en monnaie étrangère
 ** Rating des obligations d'État à long terme libellées en monnaie étrangère

Note : L'exposition des banques ouest-européennes exclut l'exposition des banques détenues par les établissements étrangers, e.g. l'exposition de Bank Austria détenue à présent par UniCredit n'est pas incluse dans l'exposition des banques autrichiennes.

Source : Moody's et Banques centrales nationales.

retrait de licence ou la mise en faillite de banques les plus endettées ont été choisis (Andreff, 2007).

Si la transformation du système bancaire a été menée relativement tôt, il n'en est pas de même pour la réglementation bancaire et fiscale. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1990 qu'ont été introduites des règles prudentielles visant une meilleure gestion du risque, des règles concernant la réglementation du capital minimal requis pour fonder une banque (capital qui était très faible au début de la transition) ainsi que des règles de classification des actifs pour mieux déterminer les pertes sur les créances douteuses et ainsi prévoir des réserves pour les couvrir.

La privatisation des banques – l'entrée des investisseurs étrangers

Dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est, la privatisation (cession partielle ou totale du capital) à des investisseurs (principalement étrangers) a été vue comme la formule viable pour transférer l'essentiel du secteur bancaire de la propriété publique vers la propriété

privée. La privatisation constituait la dernière phase du processus de restructuration du système bancaire. Elle a été estimée tardive par certains économistes. D'autres ont considéré son retard justifié du fait que la régulation de l'activité bancaire était inexistante au début de la transition et parce que les banques publiques avaient besoin d'être d'abord restructurées et débarrassées de leurs créances douteuses.

Mais cette ouverture vers l'extérieur du secteur bancaire s'est réalisée progressivement. Dans un premier temps, seule une participation minoritaire du capital étranger était autorisée (e.g. à hauteur de maximum 25 % en Pologne et République tchèque), ce qui décourageait les investisseurs étrangers. Plus tard, suite aux crises financières et bancaires (Asie en 1997 et Russie en 1998), une attitude favorable au rachat par des banques étrangères a été adoptée puisque l'ouverture à des banques étrangères a commencé à être vue comme une opportunité d'acquérir une expertise opérationnelle, de résoudre le problème de gouvernance des banques par leurs managers et de maintenir la

stabilité du secteur bancaire¹¹.

En République tchèque, entre 1998-2000, trois grandes banques, Ceskoslovenska Obchodni Banka, Ceska Sporitelna et Investicni a Postovni Banka ont été cédées à des investisseurs étrangers.

En Pologne, Allied Irish Banks a acquis une part majoritaire dans deux banques polonaises – Weilkopolski Bank Kredytowy (en 1997) et Bank Zachodni (en 1999) – et les a fusionnées en 2000. Toujours en 2000, une fusion a été réalisée entre la banque polonaise Bank Handlowy et Citibank Poland.

La Hongrie a été un des pays à ouvrir le plus rapidement le secteur bancaire à des investisseurs étrangers. Vers la fin 1997, quatre banques d'État sur les cinq plus importantes ont ainsi été cédées à des banques étrangères. Par exemple, Magyar Hitel Bank a été acheté par ABN Amro à hauteur de 90 %.

Cartographie des banques étrangères dans la région

Actuellement, le secteur bancaire est dominé par les banques étrangères. Le processus de restructuration et de privatisation a été achevé en 2003 dans la plupart des pays de l'Europe Centrale et Orientale. Si l'ouverture du secteur bancaire à des investisseurs étrangers présentait des avantages pour les économies de l'Europe de l'Est, à l'Ouest, les perspectives de nouveaux profits sur un marché jeune en pleine expansion ont motivé les banques étrangères à s'installer dans cette région. En effet, celles-ci ont réalisé des bénéfices plus importants dans la région que dans leurs pays d'origine, en raison des opportunités de croissance offertes par l'étroitesse des marchés bancaires locaux. L'entrée des banques étrangères a été réalisée principalement pendant la privatisation, mais également plus tard par l'investissement dans des établissements bancaires privés locaux ou par des investissements greenfield¹².

11. Bonin et al., 1998, "Banking in Transition Economies: Developing Market Oriented Banking Sectors in Eastern Europe", Edward Elgar Publishing Limited, Cheltenham, U.K.

12. Création de nouvelles banques.

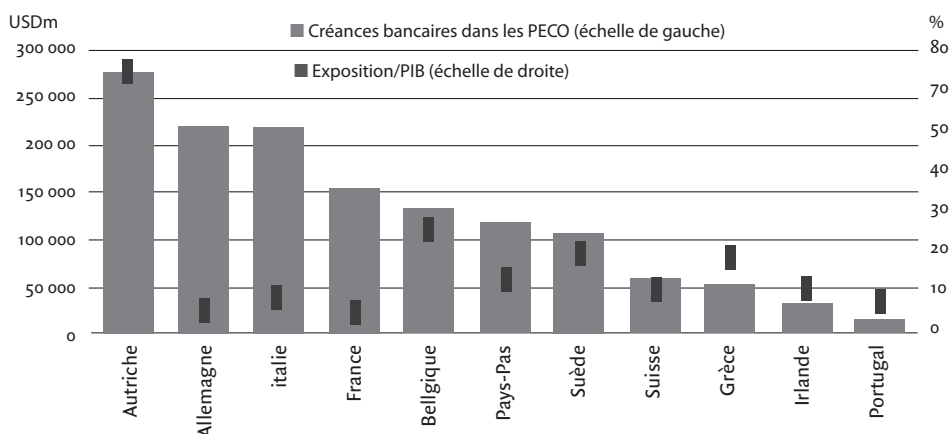
Les graphiques 1 et 2 représentent la part des banques étrangères¹³, ainsi que la part des actifs détenus par les banques étrangères dans le total des actifs bancaires pour 1995 et 2007. Dans tous les pays de la région, le nombre de banques étrangères a augmenté sur la période. La présence étrangère est moins importante en Russie (8 %) et Ukraine (23 %) par rapport aux Peco. Parmi les Peco avec la présence des banques étrangères la plus importante, notons l'Estonie (87 %), la Roumanie (84 %) et la Pologne (84 %).

Selon Moody's (2008), en mars 2008, la part du capital étranger dans le capital total des banques est-européennes était la plus élevée (plus de 80 %) en Estonie, Slovaquie, République tchèque et Lituanie, tandis que dans les pays CEI (Kazakhstan, Russie, Ukraine) elle était plus faible, moins de 40 % (graphique 3).

Au 1^{er} trimestre 2008, selon la Banque des Règlements Internationaux (BRI), l'exposition des banques occidentales en Europe de l'Est était de 1,3 trillion euros. Mais, toutes les banques occidentales ne sont pas uniformément présentes dans la région. Six pays détiennent ensemble environ 84 % du total des créances des banques ouest-européennes en Europe de l'Est : l'Autriche, l'Italie, l'Allemagne, la France, la Belgique et la Suède.

Le secteur bancaire autrichien est le plus présent dans la région, principalement en République tchèque, Roumanie, Croatie et Hongrie, avec presque la moitié de ces créances. En effet, les banques autrichiennes ont été très tôt présentes en Europe de l'Est et actuellement elles sont les plus importants investisseurs dans la région. L'exposition du système bancaire autrichien dans la région était de 277,6 milliards d'USD en septembre 2008¹⁴ (graphiques 4 et 5). Ce montant exclut l'exposition des banques autrichiennes détenues par

5. L'EXPOSITION DES BANQUES OUEST-EUROPÉENNES SELON LES PAYS DES MAISONS MÈRE



PECO/CEI selon BRI (hors Kazakhstan)

Note : L'exposition des banques ouest-européennes exclut l'exposition des banques détenues par les établissements étrangers, e.g. l'exposition de Bank Austria détenue à présent par UniCredit n'est pas incluse dans l'exposition des banques autrichiennes.

Source : BRI, Banque de Grèce, Fitch.

des établissements étrangers, comme Bank Austria détenue depuis 2005 par le groupe UniCredit (si elle était incluse l'exposition autrichienne serait plus importante). Globalement, ces dernières années, la contribution d'Europe de l'Est a représenté environ 45 % du profit avant impôts des groupes bancaires les plus grands (Bank Austria, Erste Group Bank AG, Raiffeisen Zentralbank Oesterreich AG, Volksbank AG), proportion beaucoup plus élevée que celle des actifs qui y sont investis. La banque autrichienne la plus grande selon ses actifs, Bank Austria, est présente dans beaucoup de pays. Les plus grands contributeurs pour ses profits sont la Russie, la République tchèque, la Croatie et la Bulgarie. Récemment, elle a fait des nouvelles acquisitions en Kazakhstan et Ukraine, deux des pays les plus vulnérables de la région (tableau 5 en annexe). Erste Group Bank AG, la deuxième plus grande banque autrichienne est présente dans moins de pays ; les principaux sont la République tchèque, la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie.

Les banques italiennes ont commencé leur développement dans la région plus tard, vers la fin des années 1990. Les deux plus grandes banques, UniCredit et Intesa Sanpaolo, sont les plus exposées, avec UniCre-

dit le leader de la région (présent en 14 pays) suite à l'acquisition en 2005 de HypoVereinsbank (HVB) et Bank Austria. Plus récemment UniCredit et Intesa Sanpaolo se sont étendues en Russie, Ukraine et Kazakhstan (seulement UniCredit). La présence la plus importante d'UniCredit est en Pologne (à la fin 2008 ses actifs représentaient 40 milliards d'euro) et en Russie (14-15 milliards d'actifs). L'exposition totale d'UniCredit dans la région est estimée à 16 % du total des actifs consolidés, à la fin 2008. En revanche, Intesa Sanpaolo a une exposition diversifiée et modérée (très faible dans les pays à haut risque - tableau 5 en annexe).

Les banques allemandes, tout comme les banques autrichiennes, sont présentes dans la région depuis le début des années 1990. Elles ont des nombreuses filiales (e.g. Commerzbank, BayernLB, HypoVereinsbank - actuellement partie d'Unicredit Group) et sont le plus exposées en Pologne, Russie et Hongrie et dans une moindre mesure en République tchèque et Croatie.

Les banques belges se sont implantées principalement en République tchèque, Pologne et Hongrie, tandis que les banques suédoises sont présentes principalement dans les pays baltes.

13. Sont considérées banques étrangères celles dont le capital étranger représente plus de 50 % du capital total.

14. Fitch Ratings, « Major Western European Banks' Exposure to Eastern Europe and CIS. Downside Risk Contained? », Europe Special Report, avril 2009.

Par pays d'accueil, les pays avec une forte diversité des banques étrangères sont la Pologne, la Russie, la République tchèque et la Hongrie. En revanche, les pays Baltes accueillent principalement la Suède, et l'Allemagne dans une moindre proportion.

La présence des banques françaises en Europe centrale et orientale

Les banques françaises se sont implantées dans la région relativement tard, au cours des années 1990, et occupent une place importante, même si elle est généralement moindre que les banques autrichiennes,

“ Les banques autrichiennes ont été très tôt présentes en Europe de l'Est et actuellement elles sont les plus importants investisseurs dans la région. ”

allemandes ou italiennes. Selon Fitch (2009), l'exposition des banques françaises dans la région s'élevait à environ 150 milliards d'euro en septembre 2008, avec la présence la plus importante en Russie, République tchèque et Roumanie. Les banques françaises ont apporté à Europe de l'Est leur modèle de banque universelle et offrent la même gamme de produits et de services qu'à leurs

clients français. Elles s'adressent à des particuliers, des entreprises et des petites et moyennes entreprises et des institutions financières.

Les trois principaux groupes français présents dans la région sont la Société Générale, le Crédit Agricole et BNP Paribas.

La Société Générale (SG) est la première banque française entrée dans la région avec l'acquisition en 1999 en Roumanie de la banque BRD dont elle est le premier actionnaire (actuellement sa participation s'élève à 58,5 %). La SG est très présente également en République tchèque, avec une participation d'environ 60,3 % dans Komerční Banka et en Russie avec 64,5 % dans Rosbank. Les prêts consentis à ces filiales représentent 13 % du total des prêts consolidés. La SG est exposée également en Grèce, Slovaquie, Bulgarie, Croatie, Serbie, Albanie, Monténégro, Géorgie et Macédoine¹⁵.

Le Crédit Agricole est présent dans cette région notamment dans le secteur de détail, avec l'exposition la plus forte en Pologne (Lukas Bank), en Serbie (Meridian Bank), Ukraine (Indexbank) et en Bulgarie, Roumanie et Albanie (par l'intermédiaire du group Grecque Empori Bank qui a des filiales directes).

Le groupe BNP Paribas est le moins présent des trois ; l'encours des prêts de banque de détail représente seulement 1 % de ses prêts consolidés à la

fin de l'année 2008, dont la plupart se trouvent en Ukraine (via la filiale UkrSibbank).

L'investissement fait par les banques françaises dans la région est un investissement considéré de long terme. C'est une région qui contribue pour beaucoup au résultat consolidé des établissements. Par exemple, pour la SG, en 2008, 75 % de l'activité banque de détail à l'étranger provient des pays de l'Europe Centrale et de l'Est, se répartissant à hauteur de 32 % pour la République tchèque, 27 % la Bulgarie et la Roumanie, 27 % la Russie, 8 % la Slovaquie¹⁶ et 6 % la Croatie, la Serbie, l'Albanie, la Macédoine. Et aujourd'hui, malgré la crise, les banques françaises sont prêtes à maintenir leurs engagements aux côtés des organisations financières internationales comme le FMI, la BERD et la BEI qui ont pris des initiatives pour soutenir l'activité de prêt des banques étrangères dans la région. L'objectif est de leur permettre de poursuivre leurs engagements et d'aider à la relance des économies est-européennes.

L'évolution structurelle récente, d'importance, à la fois économique et financière, dans les pays d'Europe de l'Est joue un rôle dans la capacité que ces pays ont eue d'absorber ou non les effets de la crise. Ils ont été impactés, et ce de différentes façons, la partie suivante analyse ces canaux de transmission. ■

15. ARYM : Ancienne République yougoslave de Macédoine.

16. Le 8 % provient en effet de l'activité en Slovaquie et en Grèce (selon le groupement des pays réalisé par la SG).

■ ANNEXES

1. Inflation (variation de l'indice des prix à la consommation, %)										
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bulgarie	1 082	22,2	0,7	9,9	7,4	5,9	2,3	6,1	5,0	7,3
Rép. tchèque	8,4	10,6	2,1	3,8	4,7	1,8	0,1	2,8	1,9	2,5
Estonie	11,2	8,1	3,3	4,0	5,8	3,6	1,3	3,0	4,1	4,4
Hongrie	18,3	14,3	10,0	9,8	9,2	5,3	4,7	6,8	3,6	3,9
Lettonie	17,6	8,4	4,7	2,4	2,5	1,9	2,9	6,2	6,8	6,5
Lituanie	8,9	5,1	0,8	1,0	1,5	0,3	-1,1	1,2	2,7	3,8
Pologne	14,9	11,8	7,3	10,1	5,5	1,9	0,8	3,5	2,2	1,2
Roumanie	154,8	59,1	45,8	45,7	34,5	22,5	15,4	12,0	9,5	6,9
Russie	14,7	27,6	86,1	20,8	21,6	15,7	13,7	10,9	12,7	9,7
Slovaquie	6,1	6,7	10,6	12,0	7,3	3,3	8,5	7,5	2,5	4,5
Slovénie	8,4	8,0	6,2	8,9	8,4	7,5	5,6	3,6	2,5	2,5
Ukraine	15,9	10,6	22,7	28,2	12,0	0,8	5,2	9,0	13,5	9,1

Source : BERD.

2. IDE nets (millions USD)										
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bulgarie	507	537	802	998	803	876	2 070	2 879	4 003	7 333
Rép. tchèque	1 259	3 575	6 220	4 942	5 474	8 282	1 814	3 941	11 630	4 598
Estonie	130	574	222	324	343	153	763	698	2 249	673
Hongrie	3 715	3 070	3 060	2 151	3 573	2 722	479	3 405	5 586	3 640
Lettonie	515	303	331	400	114	250	254	528	585	1 491
Lituanie	328	921	478	375	439	715	142	510	689	1 551
Pologne	4 863	6 049	7 239	9 327	5 804	3 901	4 284	11 761	6 951	10 727
Roumanie	1 267	2 079	1 025	1 051	1 154	1 080	2 156	6 368	6 587	10 957
Russie	1 681	1 492	1 102	-463	216	-72	-1 769	1 662	119	10 753
Slovaquie	84	374	701	1 897	1 520	4 130	1 913	3 052	2 279	3 797
Slovénie	303	221	59	71	226	1 508	-174	281	-67	-215
Ukraine	581	747	489	594	769	698	1 411	1 711	7 533	5 737

Source : BERD.

3. La croissance du PIB réel (en %)										
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bulgarie	-5,6	4,0	2,3	5,4	4,1	4,5	5,0	6,6	6,2	6,3
Rép. tchèque	-0,7	-0,8	1,3	3,6	2,5	1,9	3,6	4,5	6,3	6,8
Estonie	11,7	6,7	-0,3	9,7	7,7	7,8	7,1	7,5	9,2	10,4
Hongrie	4,6	4,8	4,2	5,2	4,1	4,1	4,2	4,8	4,0	4,1
Lettonie	8,4	4,7	3,3	6,9	8,0	6,5	7,2	8,7	10,6	12,2
Lituanie	8,5	7,5	-1,5	4,2	6,7	6,9	10,2	7,4	7,8	7,8
Pologne	7,1	5,0	4,5	4,3	1,2	1,4	3,9	5,3	3,6	6,2
Roumanie	-6,1	-4,8	-1,1	2,1	5,7	5,1	5,2	8,5	4,2	7,9
Russie	1,4	-5,3	6,4	10,0	5,1	4,7	7,3	7,1	6,4	7,4
Slovaquie	4,6	4,2	1,5	2,0	3,4	4,8	4,7	5,2	6,5	8,5
Slovénie	4,8	3,9	5,4	4,1	3,1	4,0	2,8	4,3	4,3	5,9
Ukraine	-3,0	-1,9	-0,2	5,9	9,2	5,2	9,6	12,1	2,7	7,3

Source : BERD.

4. La balance du compte-courant (en % du PIB)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bulgarie	1,7	10	-0,5	-5	-5,6	-5,9	-2	-5,1	-6,8	-12,5	-17,9
Rép. tchèque	-6,7	-6,3	-2,1	-2,4	-4,7	-5,3	-5,7	-6,3	-5,2	-1,6	-3,2
Estonie	-8,6	-11,4	-8,6	-4,4	-5,3	-5,2	-10,7	-11,4	-11,8	-9,9	-16,8
Hongrie	-4,0	-4,5	-7,2	-7,8	-8,4	-6,0	-7,0	-7,9	-8,6	-7,6	-7,5
Lettonie	-4,9	-5,5	-9,7	-9,0	-4,7	-7,5	-6,7	-8,2	-12,8	-12,4	-22,7
Lituanie	-8,8	-9,8	-11,6	-10,9	-5,9	-4,7	-5,2	-6,9	-7,7	-7,2	-10,8
Pologne	-2,1	-3,7	-4,0	-7,4	-5,8	-2,8	-2,5	-2,1	-4,0	-1,2	-2,7
Roumanie	-7,3	-6,1	-6,9	-3,6	-3,6	-5,8	-3,4	-5,8	-8,4	-10,2	-11,8
Russie	2,8	0,0	0,1	12,6	18,0	11,1	8,4	8,2	10,2	11,0	9,5
Slovaquie	-9,9	-9,1	-9,2	-5,3	-3,5	-8,3	-7,9	-5,9	-7,8	-8,5	-7,0
Slovénie	0,3	0,3	-0,7	-4,1	-3,2	0,2	1,1	-0,8	-2,7	-1,7	-2,6
Ukraine	-2,7	-2,7	-3,1	5,2	4,7	3,7	7,5	5,8	10,5	2,9	-1,5

Source : BERD.

5. Groupes de pays selon la vulnérabilité face à la crise

Le moins vulnérable	Modérément vulnérable	Le plus vulnérable
République tchèque	Bulgarie	Lettonie
Pologne	Estonie	Kazakhstan
Slovénie	Hongrie	Ukraine
Slovaquie	Lituanie	
	Roumanie	
	Russie	

Source : Fitch, avril 2009.